

# Énergie : les inquiétudes d'A Sentinella et d'Aria Linda

Les deux associations de défense de l'environnement sont persuadées qu'on ne sortira pas de l'alimentation au fioul de sitôt. Voire que le fioul lourd risque de perdurer au-delà de 2023 étant donné la reprise à zéro du dossier

On aurait pu croire que le choix d'une centrale à énergie fossile moins puissante pour alimenter la Corse en énergie satisfierait les associations de défense de l'environnement.

Les annonces du Premier ministre et du ministre de l'Écologie laissent pourtant A Sentinella et Aria Linda un peu sceptiques. Et pas forcément rassurées pour l'avenir.

Notamment sur le type de carburant qui sera utilisé pour alimenter la future centrale d'Ajaccio.

## "Contre le fioul"

Petite mise au point préalable de Dumè Lanfranchi (A Sentinella) et de Jean-Nicolas Antonioti (Aria Linda) : "Nous ne sommes pas des adorateurs du gaz. Nous sommes contre le fioul. Il faut se rappeler que lorsque nos associations se sont créées, EDF préconisait pour ses ZNI (zones non interconnectées) le charbon, puis le fioul, puis le gaz naturel. Nous nous sommes fixés sur l'énergie fossile la moins polluante."

Cela étant posé, l'abandon, il y a un an, du gazoduc par Nicolas Hulot, confirmé par François de Rugy, il y a quelques jours, semble désormais totalement acquis. Ce n'est pas l'arrivée d'Elisabeth Borne à la tête du ministère de l'Environnement qui devrait y changer quoi que ce soit.

"Lors de la visite ministérielle, nous avons été reçus par un conseiller du minis-



Pour A Sentinella et Aria Linda, alimenter des bateaux à quai par de l'électricité produite au fioul est un non-sens.

ARCHIVES JEAN-PIERRE BELZIT

tre de l'Écologie qui nous a assuré que l'alimentation en gaz se ferait grâce à des plateformes gravitaires qui seraient construites au large de Luciana et en baie d'Ajaccio. Ce qui suscite de nouvelles interrogations", disent les deux présidents dont les associations sont regroupées au sein du collectif Terra dont le but est la défense de l'environnement.

"Pour ma part, je sais qu'il y a une plateforme de ce type au large de Venise. Elle a coûté deux milliards d'euros. Sachant qu'il faut deux plateformes pour la Corse et que le coût du gazoduc était évalué à 600 millions d'euros, j'ai posé la question au conseiller du ministre qui me dit qu'aujourd'hui, des entreprises sont en capacité de produire ce type de plateformes pour 200 millions d'euros. Je ne

sais pas si c'est la réalité", développe Jean-Nicolas Antonioti. Si tel était le cas, il n'en reste pas moins que le dossier est au démarrage, qu'aucun appel d'offres n'a été lancé et que les travaux prendront... un certain temps.

Quand on sait que la procédure d'appel d'offres lancée en 2017 concernant le gazoduc et la barge n'est toujours pas achevée, on imagine le temps qu'il faudra pour reprendre le dossier dès le début.

## Assignations au pénal

Dans cette optique et avec les calculs les plus optimistes possible, on a la certitude que Luciana continuera de fonctionner au fioul léger et que la future centrale d'Ajaccio - dont personne ne

peut dire à quelle date elle verra le jour - fera de même. "Nous n'avons pas oublié qu'au moment de l'augmentation de la taxe sur le diesel, le ministre des Comptes publics, Gérard Darmanin, avait justifié cette taxe par le risque sur la santé. Si le diesel des automobiles est dangereux, il n'y a pas de raison pour que celui des centrales qui est identique ne le soit pas. Et si le projet d'alimentation au gaz est enterré, nous assignerons l'État au pénal", prévient Dumè Lanfranchi.

D'autant qu'à l'instar de nombreux habitants de la région ajacienne, il redoute une prolongation du vieux Vazzio bien au-delà de la date butoir - déjà repoussée à deux reprises - de 2023.

De fait, les associations de défense de l'environnement redoutent que les promesses

à long terme ne soient que des moyens pour l'État de faire des économies. "Deux Step (station de transfert d'énergie par pompage) devaient être financées. Pour l'heure, seule celle de Sampolo fonctionne", rappellent les présidents d'associations.

De même, les travaux de rénovation de l'habitat n'ont pas vraiment été un succès. "160 millions d'euros ont été alloués à ce poste. Un programme comprenant 200 logements - dont 100 concernant des propriétaires occupants à ressources modestes - a été initié. Sur cette dernière tranche, environ une vingtaine de propriétaires ont effectué les travaux. Pour une seule raison, le reste à charge est rédhibitoire pour les personnes à faible revenu", détaille Jean-Nicolas Antonioti. Pas de moyens pour les économies d'énergie. Une puissance inférieure à celle prévue. Quid alors du branchement à quai des ferries et des bateaux de croisière et du renouvellement du parc automobile vers l'électrique? "En l'état, cela n'est pas possible et s'il s'agit de remplacer du fioul par du fioul, cela ne présente pas d'intérêt", assène Dumè Lanfranchi.

Le rêve d'une île décarbonée, mettant l'accent sur la défense de l'environnement, semble s'éloigner.

Au gré de préoccupations budgétaires et de décisions contradictoires au niveau de l'État.

ISABELLE LUCCIONI

## Presque pas connectée

Dans le train de mesures préconisées par la commission de régulation de l'énergie (CRE), il y a les centrales à combustible fossile, les énergies renouvelables (hydraulique et solaire principalement), les économies d'énergie, mais aussi, on a tendance à l'oublier, le renouvellement et le doublement de la capacité du câble Sacoï (reliant la Corse à l'Italie).

Cette opération, prévue pour 2024 (un an après l'arrêt théorique du Vazzio), doit faire passer la capacité du câble de 50 à 100 MW.

Rien n'interdirait a priori d'augmenter encore cette puissance.

Sauf un obstacle politique : celui de l'indépendance énergétique de l'île.

Et un écueil social : le renforcement du câble se traduirait par la destruction d'emplois, à EDF notamment.

Mais d'ici à 2024, on peut imaginer une politique du fait accompli. Le même qui avait suivi la crise de 2005.

I. L.